

ÉTAT SOMMAIRE DES FONDS PRIVÉS DE PARTIS POLITIQUES
CONSERVÉS À LA SECTION DES ARCHIVES PRIVÉES

350 AP. Fonds M.R.P.

412 AP. Fonds de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.)

420 AP. Fonds du Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.)

541 AP I et II. Fonds du Centre des démocrates sociaux

581 AP. Fonds P.S.U.

350 AP

Fonds du Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.)

Dates extrêmes : 1932-1968

Importance matérielle : 129 cartons (350 AP 1-125, 127-130), supplément, 14,40 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt, 1977-1993

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : état somm. dact. (350 AP 1-126), par M.-G. Chevignard, 1973, 31 p., complété pour les cotes 350 AP 127-130, s.d., 1 p. ; inv. anal. dact. (350 AP 126), 85 p.

Notice historique :

Issu de la Résistance et s'inspirant des principes de la démocratie chrétienne et du Sillon, le Mouvement républicain populaire (M.R.P.) fut créé à Paris en novembre 1944. Il obtint à la Libération une audience sans commune mesure avec celle de son prédécesseur de l'entre-deux-guerres, le Parti démocrate populaire. Avec le Parti communiste français, le M.R.P. fut en effet le grand vainqueur des élections législatives de 1945 et participa, avec celui-ci et les socialistes, au système du tripartisme. Ce parti, dont plusieurs membres jouèrent un rôle important sous la IV^e République comme présidents du Conseil ou ministres (Georges Bidault, Robert Schuman, Pierre Pflimlin), proposa un programme de réformes sociales et familiales, se fit l'artisan du rapprochement franco-allemand et de la création d'une Europe unie. Le M.R.P. se voulait un "mouvement", organisé sur la base de fédérations départementales. Sa direction théorique appartenait au congrès national qui se réunissait chaque année et, dans l'intervalle, au conseil national. Robert Schuman fut le premier président du parti. Parmi les principaux dirigeants du M.R.P. figurent Paul Bacon, André Colin, Robert Bichet, Georges Bidault, François de Menton et Pierre-Henri Teitgen. Divisés sur la question algérienne, ses membres se rallièrent au gaullisme, ou, avec Jean Lecanuet, fondèrent, en 1966, le Centre démocrate.

Présentation du contenu :

350 AP 1-11 Organisation et vie du Mouvement Républicain Populaire : naissance, doctrine, sociologie du mouvement, cotisations, statuts et évolution générale, secrétariat général, propagande, presse sur le MRP, affaires diverses.

12-62 Instances nationales : congrès nationaux, commission exécutive, conseil (ou comité) national.

63-72 Equipes ; commissions d'étude ; positions.

73-84 Activité parlementaire et ministérielle.

85-92 Vie régionale ; fédérations ; les leaders MRP.

93-99 Dossiers sur les élections.

100-130 Publications et collections.

10 cartons Supplément non classé :

Composition des organismes dirigeants du M.R.P. 1951-1957.

Procès-verbaux de réunions. 1945-1969.

Livres de comptes. 1952-1967.
Conférences de Pierre Abelin. 1952-1954.
Rapports présentés à des congrès nationaux. 1947-1959.
Dossiers des comités nationaux. 1968.
Dossiers de réunions des présidents et secrétaires fédéraux. 1962-1967.
Elections cantonales, sénatoriales. 1961-1965.
Agence française d'information et de documentation : procès-verbaux de réunions (1953-1969), livres de comptes (1952-1956), comptes généraux (1952-1955), registre de paye (1946-1952).
Comité d'études et de liaison des démocrates français : livre d'enregistrement des salaires, des traitements et des retenues effectuées (1963)
Editions et Publicité France-Etranger. : procès-verbaux de réunions (1945-1969), livres de comptes (1955-1964).
Revue (avec lacunes) : *Paysans, Forces nouvelles, Action civique et politique, L'Action fédérale, L'Action rurale*. 1951-1965.

Sources complémentaires :

L'article 350 AP 126 est disponible uniquement sur microfilm (291 Mi 119). Voir également, au Centre historique des Archives nationales, les fonds du Centre Démocratie et Progrès (420 AP) et du Centre des démocrates sociaux (541 AP). Enfin, les archives du M.R.P./Fédération de la Seine et Groupe parlementaire sont conservées par la Fondation nationale des sciences politiques.

Bibliographie :

LETAMENDIA (Pierre), *Le M.R.P.*, thèse pour le doctorat d'Etat en Science, Université de Bordeaux I, 1975.

412 AP

**Fonds de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance
(U.D.S.R.)**

Dates extrêmes : 1945-1965

Importance matérielle : 95 cartons (412 AP 1-95), 11,3 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt, 1981

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par N. Faure, 1979-1981, 6 fascicules in-4°

Notice historique :

Le 25 juin 1945, à l'initiative de la majorité du Mouvement de libération nationale qui avait refusé de fusionner en juin avec le Front national dominé par les communistes, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.) fut constituée, sur la base d'une fédération de mouvements de Résistance : Organisation civile et militaire, Libérer et Fédérer, Libération-Nord, auxquels s'adjoignirent quelques membres de Ceux de la Résistance et des représentants de la France libre et d'autres mouvements. A l'exception des communistes, toutes les familles résistantes - des Français libres aux résistants de l'intérieur - et toutes les familles politiques - des gaullistes aux socialistes en passant par les démocrates chrétiens - s'y retrouvèrent. Après une constitution difficile, l'U.D.S.R. dut affronter les élections du 21 octobre 1945 à l'Assemblée nationale constituante. Avec 31 constituants, l'U.D.S.R. prit la mesure de son influence. Elle se transforma, en juin 1946, en parti politique.

De 1948 à 1951, l'U.D.S.R. constitua la charnière des majorités de Troisième force, articulant les combinaisons entre la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.) et le centre droit. Appelé à former en fin de législature le gouvernement, le président de l'U.D.S.R., René Pleven, tenta en vain de ressusciter la Troisième force au lendemain des législatives de 1951. A la suite de la dissidence de 27 députés du Rassemblement du peuple français (R.P.F.) en faveur du gouvernement Pinay en 1952,

l'appoint des voix des députés U.D.S.R. apparut moins nécessaire à la formation des majorités. A l'intérieur de l'U.D.S.R., l'opposition menée par François Mitterrand critiqua de plus en plus ouvertement la participation systématique au gouvernement. Tirant parti de ce mécontentement, le député de la Nièvre fut élu président en 1953.

A partir de 1954, l'U.D.S.R. se présenta comme un parti spécialisé dans la construction européenne et la défense de l'ensemble franco-africain dans un sens fédéral puis confédéral. L'appel au général de Gaulle en 1958 conduisit René Pleven, Claudius-Petit et leurs amis à quitter l'U.D.S.R., engagée par François Mitterrand dans l'opposition au général de Gaulle. l'U.D.S.R., bien que réduite à une poignée de fidèles à partir de 1960, offrit à François Mitterrand une structure d'attente qui se révéla très utile quand il s'agit de fonder la Convention des institutions républicaines, puis la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. En 1965, quand Mitterrand se déclara candidat à la présidence de la République, on peut considérer que l'U.D.S.R. avait cessé d'exister.

Présentation du contenu :

412 AP 1-3 Fonctionnement du Parti. Naissance. Statuts et programme. Finances et administration. 1945-1961.

4-20 Instances nationales.

4-12 Généralités. Congrès nationaux. Mai 1947-février 1959.

13 Comité directeur : convocations, comptes rendus, motions, correspondance (excuses et pouvoirs). 1947-1962.

14 Délégation exécutive : convocations, comptes rendus, motions, correspondance. 1950-1959.

15-17 Autres instances nationales : Conseil national, bureau politique national, réunion des cadres, secrétariat national à la propagande, commission des conflits. 1947-1957.

18-20 Commissions d'études et associations diverses. 1948-1958.

19-34 La vie des fédérations. 1949-1959.

19-27 Fédération de la Seine.

28-30 Fédérations départementales.

31-34 Fédérations outre-mer.

35-44 Elections. Généralités. Elections nationales : législatives, sénatoriales. Elections locales : cantonales, municipales. Elections aux assemblées territoriales. 1946-1959.

45-55 Correspondance. Interventions. 1947-1960.

56-67 François Mitterrand. 1948-1965.

68-73 Rapports entre l'U.D.S.R. et d'autres formations. 1946-1959.

74-86 Positions de l'U.D.S.R. 1951-1959.

87-94 Documentation annexe. 1954-1963.

95 Photographies. Fichiers d'adhérents. 1954-1957.

Bibliographie :

SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris : P.U.F., 1995, 1088 p.

420 AP
Fonds du Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.)

Dates extrêmes : 1946-1978

Importance matérielle : 32 cartons (420 AP 1-32), 4,1 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don du Centre des démocrates sociaux, 1981

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : rép. num. dact., par Ch. de Tourtier-Bonazzi, 1982, 13 p.

Notice historique :

Le Centre démocrate vit le jour le 2 février 1966 ; il traduisait la tentative de regroupement des centristes à l'occasion de la candidature de Jean Lecanuet à l'élection présidentielle de décembre 1965. Cette formation comprit, au départ, des membres du Mouvement républicain populaire, du Centre national des indépendants et paysans et des représentants du Centre gauche. Le M.R.P. se mit en sommeil en 1967, alors que le C.N.I.P. reprenait son indépendance.

Le Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.) est né d'une scission à l'intérieur du Centre démocrate. En 1969, Jacques Duhamel et ses amis des Cercles Démocratie et Progrès se rallièrent à la majorité gaulliste et soutinrent la candidature de Georges Pompidou, alors que le Centre démocrate appuyait celle d'Alain Poher. Le 8 juin, le Centre Démocratie et Progrès fut constitué à l'Hôtel Lutétia, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Le mouvement compta surtout parmi ses membres des conseillers généraux, des maires et des conseillers municipaux. Les principaux responsables étaient : Jacques Duhamel, président ; Joseph Fontanet, premier vice-président ; Eugène Claudius-Petit, Aymar Achille-Fould et Bernard Stasi, vice-présidents ; Jean Poudevigne, secrétaire général ; Raoul Honnet, délégué national. En 1976, le C.D.P. fusionna avec le Centre démocrate et les clubs Démocratie nouvelle pour former le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.).

Présentation du contenu :

420 AP 1-4 Circulaires et documentation du Centre démocrate, puis du Centre Démocratie et Progrès. 1965-1976.

5-6 Journées d'études. 1969-1973.

7 Conseils politiques. 1972-1976.

8-9 Communiqués de presse, articles et études. 1970-1976.

10-21 Elections. 1965-1978.

22-27 Dossiers thématiques : l'Europe, les femmes et l'avortement, divers. 1964-1976.

28-31 *Faits et causes* devenu (1969) *Bulletin hebdomadaire du C.D.P., Etudes et opinions*, publications diverses. 1968-1975.

Sources complémentaires :

Le Centre historique des Archives nationales conserve également les archives du Mouvement républicain populaire (350 AP), du Centre démocrate et du Centre des démocrates sociaux (541 AP I et II).

Bibliographie :

SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris : P.U.F., 1995, 1088 p.

541 AP I et II

Fonds du Centre des démocrates sociaux

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 156 cartons (541 AP 1-279), 93 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt, 1988-2000

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice historique :

Parti politique centriste, le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) fut fondé le 23 mai 1976, à Rennes, par la fusion du Centre démocrate (C.D.), lui-même créé en 1966 par Jean Lecanuet (1920-1993) et Pierre Abelin (1909-1977), et du Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.), créé en 1969 par Jacques Duhamel et Joseph Fontanet. Dirigé par Jean Lecanuet (1976-1982), par Pierre Mehaignerie (1982-1984) puis par François Bayrou (1982-1994), le C.D.S. fut l'un des membres fondateurs de l'Union pour la démocratie française (U.D.F.) en 1978. Après avoir participé au gouvernement de la cohabitation (1986-1988), le C.D.S., réaffirmant ses positions centristes, prit ses distances avec le Rassemblement pour la République et une partie de l'U.D.F. Il créa ainsi un groupe parlementaire indépendant (l'Union du Centre) en 1988 et présenta sa propre liste, conduite par Simone Veil, aux élections européennes de 1989. Créée en novembre 1995 par François Bayrou, Force démocrate a remplacé le C.D.S. Force démocrate a elle-même été remplacée par la Nouvelle U.D.F. en 1998.

Présentation du contenu :

Centre démocrate. Comité d'études et de liaison des démocrates français. Comité d'entente centriste. Clubs "Démocratie nouvelle" et "Carrefours du Temps présent". "Centre Démocratie et Progrès". "Jeunes Démocrates". "Femmes Démocrates". Documents relatifs à l'organisation du parti et à l'activité de ses instances dirigeantes, photographies, publications, presse, dossiers thématiques, dossiers de colloques organisés par le C.D., dossiers du service de formation politique, déclarations et articles de membres du C.D., textes doctrinaux, dossiers d'élections et documents financiers (1966-1976).

Centre des démocrates sociaux. Correspondance du président et du secrétaire du C.D.S., correspondance de Jean Lecanuet, de René Monory et de Pierre Abelin, revues de presse, dossiers sur les élections (1974-1989), dossiers de documentation sur différents sujets d'actualité, dossiers de commissions thématiques, dossiers de journées d'études et de colloques organisés par le C.D.S., communiqués, déclarations et articles, presse du C.D.S. (1976-1989).

Statuts, organisation, évolution générale du parti. 1977-1996.

Correspondance active et passive de François Bayrou, président du C.D.S. (1994). Etudes sur l'évolution du C.D.S. de 1986 à 1992 ; comptes rendus des bureaux politiques (1989-1992). Comptes rendus de réunions du Bureau politique du C.D.S. puis de Force démocrate (1989-1996), du Bureau national de Force démocrate (1996-1998), du Conseil politique du C.D.S. (1981-1996), du Conseil national (1996-1997), du Collège exécutif (1996), du Secrétariat général (1994-1995), de la commission des conflits (1994-1995), de la commission des adhérents (1991) et du groupe de travail sur la formation (1996).

Dossiers de Congrès nationaux : discours, documentation préparatoire, manifestes, communiqués (1980-1996).

Dossiers de Conventions nationales (1990) et des Journées parlementaires (1990-1994).

Circulaires destinées aux secrétaires fédéraux (1979-1992) ; chrono de la correspondance expédiée des chargés de mission auprès des fédérations (1989) ; comptes rendus de réunions des responsables nationaux et fédéraux (1991-1996).

Dossiers de réunions régionales de travail (1987-1988).

Elections présidentielles (1995), sénatoriales (1992-1994), cantonales (1993-1994), municipales (1989-1985).

Le C.D.S. et l'Europe : élections européennes, parti populaire européen (1986-1994).

Dossiers relatifs aux fédérations départementales du C.D.S. : lettres de militants, publications des fédérations, discours et déclarations de leaders (1990-1997).

Bulletins d'information, périodiques, brochures, manifestes, tracts d'adhésion au C.D.S.

Sources complémentaires :

Voir aussi les archives du Mouvement républicain populaire (350 AP) et du Centre Démocratie et Progrès (420 AP).

Bibliographie :

Le Petit Robert des noms propres, Dictionnaires Le Robert, 1997, p. 404.

581 AP
Fonds du Parti socialiste unifié
(P.S.U.)

Dates extrêmes : 1953-1981

Importance matérielle : 147 cartons (581 AP 1-147), supplément, 32 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dons de l'Institut Edouard Depreux, de monsieur Gilles Morin et de madame Denise Jullian, 1995-2000

Conditions d'accès : libre sauf fichiers d'adhérents (sur autorisation jusqu'en 2014)

Instrument de recherche : rép. num. dét., par A. James-Sarazin, 1999, 149 p.

Notice historique :

Le Parti socialiste unifié (PSU) est né le 3 avril 1960. Issu du regroupement de deux formations, l'Union de la gauche socialiste et le Parti socialiste autonome, composées d'ex-membres de la SFIO refusant le soutien accordé par leur parti au général de Gaulle au lendemain des événements d'Algérie de mai 1958, le PSU est bientôt rejoint par quelques anciens communistes et des personnalités politiques telles Mendès-France. La lutte contre la guerre et pour la paix en Algérie assure la cohésion du nouveau parti, du moins jusqu'en 1963. S'ouvre alors le temps des affrontements et de tendances au sujet de ce que doit être le PSU et sur la façon dont il doit s'inscrire dans la société et le paysage politique français. A partir de 1974, le PSU se rapproche du PS, et il participe au gouvernement de 1981 à 1984. Sous la direction d'Edouard Depreux (1960-1967), Michel Rocard (1967-1973), Robert Chapuis (1973-1974), Michel Mousel (1974-1979), Huguette Bouchardeau (1979-1981), Jacques Salvator (1981-1983), Serge Depaquit (1983-1984) et Jean-Claude Le Scornet (1984-1989), le débat se poursuit jusqu'au XVIII^e congrès national : le 24 novembre 1989, à une majorité de plus de 75 % des mandats, le PSU s'autodissout.

Présentation du contenu :

581 AP 1 S.F.I.O., Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie. 1957-1958.

1 (suite)-5 Parti socialiste autonome. 1958-1962.

6-147 Parti socialiste unifié.

6-80 Direction nationale. 1953-1981.

- 6-20 Généralités. 1962-1976.
- 20 (suite)-25 Secrétaires nationaux. 1958-1974.
 - 26-27 Bureau national. 1953-1976.
 - 28 Délégation permanente et crise interne de 1963.
- 28 (suite)-32 Comité politique national. 1960-1969
 - 33 Direction politique nationale. 1969-1975.
 - 34 Textes divers. 1964-1971.
- 34 (suite)-48 Commissions nationales statutaires et administratives. 1958-1977.
- 48 (suite)-67 Commissions nationales d'études et d'action. 1957-1981.
 - 68-75 Congrès nationaux. 1961-1974.
- 75 (suite)-80 Conseils nationaux. 1960-1977.
- 80-87 Logistique. 1960-1976.
 - 80-83 Siège national. 1961-1975.
 - 83 Secrétariat administratif, personnel, service d'ordre. 1964-1969.
 - 83-87 Trésorerie nationale. 1960-1976.
- 88-98 Presse interne et propagande. 1960-1981.
 - 88 Service de presse et des publications. 1961-1974.
 - 89 Commissions nationales et Conférences " Presse ". 1960-1976.
 - 89-98 Journaux et revues du P.S.U. 1960-1981.
- 99-115 Effectifs. 1960-1979.
- 116-118 Engagements particuliers. 1963-1974.
 - 116 Guerre d'Algérie. 1963.
 - Rencontre socialiste de Grenoble. 1966.
 - 116-117 Mouvement de Mai 68.
 - 117-118 Lutte contre la répression. 1970-1971.
 - Lip. 1973-1974.
- 119-140 Liaisons avec les fédérations et les sections.
 - 119-120 Généralités. 1960-1975.
 - 120-125 Paris, Seine, Seine-et-Oise. 1960-1982.
 - 125-138 Autres fédérations départementales. 1960-1978.
 - 138-140 Fédérations régionales. 1963-1978.
 - 140 Travail interfédéral région parisienne. 1963-1974.
- 140-144 Organisations de jeunesse.
 - 140 Commission nationale " Jeunesse ". 1962-1963.
 - 141-142 Service " Jeunesse ", Comité de coordination national " Jeunes " (CCNJ) puis Comité de coordination " Jeunes Travailleurs " (CCJT). 1966-1971.
 - 142 Jeunesse socialistes unifiées. 1963-1969.
 - 142-144 Etudiants socialistes unifiés. 1961-1974.
- 144-146 Relations avec d'autres mouvements et organisations.
 - 144 Associations, revues, organismes mutualistes. 1962-1965.
 - Syndicats professionnels. 1961-1971.
 - 145-146 Union nationale des étudiants de France (UNEF). 1960-1968.
- 147 Organismes de voyages et fêtes du P.S.U. 1971-1978.

Supplément non classé.

Statuts et circulaires du P.S.A. 16^e section du P.S.A.

6^e, 7^e, 9^e, 15^e, 16^e sections de la fédération de Paris. 1963-1977.

Journaux *Tribune socialiste*, *Liaison socialiste*, *Perspectives socialistes*, *L'Humanité*, *Le Monde*. 1958-1960.

Tracts, bulletins, circulaires, brochures, communiqués de presse concernant différentes élections.

Dossiers thématiques (dossier municipal, Bretagne, mai 1968...).

Documents relatifs à Pierre Stibbe, André Seurat, Charles Hernu et Michel Rocard.

Sources complémentaires :

Voir, au Centre historique des Archives nationales, le fonds Edouard Depreux, Premier secrétaire national du P.S.U. (456 AP).

Voir aussi : Fondation nationale des Sciences politiques, Musée social, Centre d'histoire sociale de Paris I, Institut d'histoire sociale. Pour plus de précisions, se reporter à l'état des sources complémentaires du répertoire numérique détaillé.

Bibliographie :

SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris : P.U.F., 1995, 1088 p.